

qui est particulièrement sérieux dans des sociétés de transition où l'essor de l'industrialisation implique l'intégration dans la production moderne de contingents massifs de travailleurs d'origine paysanne.

Certains passages de discours récents de Castro suggèrent que le groupe dirigeant autour de lui a maintenant une compréhension plus lucide et plus réaliste des problèmes qui se posent dans la phase de transition. Castro a notamment expliqué qu'il ne fallait pas confondre phase socialiste et phase communiste, en attirant l'attention sur l'impossibilité d'assurer une égalité des salaires et sur la nécessité d'utiliser « certains ressorts » (*determinados resortes*). En d'autres termes c'est une utilisation des stimulants matériels qui est acceptée, sans renoncer aux stimulants politico-idéologiques. Cela implique non seulement la survivance d'inégalités de salaires, mais aussi la concession de certains avantages aux travailleurs plus actifs et plus disciplinés, dont les familles ne jouiraient pas d'un revenu supérieur à un certain plafond (par exemple, l'exemption du paiement du quota prévu par la loi urbaine pour le logement). Le danger de bureaucratisme inhérent à de telles différenciations sera limité au maximum dans la mesure où des limites et des critères seront fixés et respectés et où un contrôle démocratique réel d'en bas sera introduit.

Toujours au sujet des problèmes cruciaux de la phase de transition, les dirigeants cubains se sont posé à plusieurs reprises au cours des derniers mois le problème de méthodes nouvelles d'éducation, surtout sous l'angle de l'unification entre la formation scolaire et la participation à la production. Des expériences remarquables sont en cours et Castro a évoqué le 25 avril les termes essentiels du problème : « Notre pays — a-t-il dit — doit adopter l'éducation universelle conjointe au travail universel. Il est clair que l'éducation universelle existe déjà à un niveau déterminé : cela concerne notamment la masse des jeunes. Maintenant, elle devra donner de grandes possibilités aux ouvriers. Si nous allons élargir de plus en plus les niveaux de l'enseignement et rendre l'enseignement de plus en plus universel, il est logique que la participation à la production doit aussi être universelle. C'est pourquoi nous affirmons qu'il faut réaliser la participation à la production à partir de la *Secundaria Basica*. C'est à partir d'un âge tel que nos jeunes doivent participer aux activités productives, parce que dans un pays comme le nôtre, les biens matériels dont le peuple a besoin ne peuvent être que le produit de l'effort, de la sueur et de l'intérêt du peuple tout entier. »

Quant à la restructuration politique et organisationnelle qui fut l'objet de plusieurs discours de Castro après l'échec de la *zafra* de 1970, la ligne reste essentiellement celle que nous avons analysée dans un article précédent² : le but est de revaloriser et d'élargir les organisations de masse. Dans ce cadre, la réorganisation des syndicats a été poursuivie, avec un effort pour les réanimer à la base (33 815 sections syndicales ont été organisées, d'après Fidel Castro) et la Fédération des Étudiants Universitaires a été formée. A d'importantes occasions, de larges consultations populaires ont eu lieu avant l'adoption définitive de projets de lois (par exemple, dans le cas de la *ley contra la vagancia*).

L'orientation internationale cubaine s'est précisée davantage selon les lignes suivantes :

- consolidation de bons rapports avec l'U.R.S.S. et d'autres pays de l'Europe orientale et, en même temps, effort pour améliorer davantage les rapports avec la Chine ;

- recherche d'une alliance de plus en plus ouverte non seulement avec le Chili d'Unidad Popular, mais aussi avec le Pérou de Velasco Alvarado (attitude prudente envers la Bolivie : « En Bolivie aussi il y a un processus révolutionnaire... Nous n'avons pas pris position en ce qui concerne la direction de ce processus », a dit Fidel le 19 avril) ;

- solidarité exprimée aux mouvements qui luttent en Amérique latine, notamment en Uruguay, au Brésil, en Argentine, mais en même temps, abstention de toute appréciation politique précise et, à plus forte raison, de toute suggestion stratégique ou tactique.

Comme nous le disions au début, c'est surtout le cas de Padilla qui a attiré l'attention des commentateurs politiques et nourri les polémiques les plus âpres. A ce sujet, il faut avant tout répéter une fois de plus que nous constatons la légitimité non seulement des critiques des avocats de la bourgeoisie, mais aussi de celles qui proviennent d'intellectuels qui subissent l'emprise du maoïsme. En effet, avec quel sérieux peut-on se scandaliser de l'affaire Padilla lorsqu'on a accepté sans fléchir aussi bien la ligne culturelle néo-jdanovienne des Chinois que les condamnations pendant la révolution culturelle de vieux dirigeants, accusés des pires forfaits, dénoncés formellement comme espions et agents du Kuomintang et de l'impérialisme depuis le commencement de leur activité politique ? Pourquoi devrait-on accepter par exemple, les sermons d'un homme comme Bettelheim qui pontifie sans vergogne, prétendant assommer les dirigeants cubains, lui qui à l'époque de Staline avait avalé les procès de Moscou et toutes les « autocritiques » des années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale et qui même aujourd'hui n'élève aucune objection contre les méthodes utilisées par le groupe dirigeant maoïste ?

Cela étant clair, il faut dire très nettement que l'affaire Padilla est de nature à susciter des préoccupations légitimes. Nous avons une opinion négative sur ceux des poèmes de Padilla que nous connaissons, aussi bien du point de vue de leur valeur artistique que de leur contenu idéologique. Mais il ne s'agit pas d'un problème qui soit à régler par des mesures administratives, des arrestations et des autocritiques lamentables. La pratique stalinienne qui consiste à distribuer généreusement l'épithète d'agent de la C.I.A. ne se justifie pas non plus. Que les dirigeants cubains aient estimé devoir utiliser de telles méthodes, voilà ce qui est alarmant, très alarmant, principalement pour ceux qui avaient salué avec enthousiasme leurs prises de positions contre le bureaucratisme et leur dénonciation des pratiques propres du stalinisme. Nous ajouterons que certains passages de quelques textes récents, dont la résolution du Congrès de l'Éducation et de la Culture, soulèvent aussi des problèmes. Nous faisons allusion, par exemple, à la déclaration de guerre à toute